

ÉCONOMIE DE LA DÉFENSE

LIENS CAPITALISTIQUES DES PRINCIPAUX MAÎTRES D'ŒUVRE INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE EN FRANCE

En 2023, dans le domaine aéronautique et spatial, la société Airbus, société européenne, est détenue par l'État français à hauteur de 10,9 % (SOGEPA), l'État allemand à hauteur de 10,9 % (GZBV), Capital Research & Management Co. (World Investors) à hauteur de 5,3 % et l'État espagnol à hauteur de 4,1 % (SEPI). Airbus dispose de participations dans NHIndustries (FR) à hauteur de 62,5 %, ArianeGroup (FR) 50,0 %, ATR (FR) 50,0 %, AirTanker Holdings (RU) 46,0 %, Eurofighter Jagdflugzeug (ALL) 46,0 % et MBDA (FR) 37,5 % (fig. 1, page 16).

La société ArianeGroup est détenue à parts égales par Airbus et Safran et possède des participations dans les sociétés françaises suivantes : Nuclétudes (98,9 %), Pyroalliance (90,0 %), Sodern (90,0 %), Arianespace (74,0 %), Europropulsion (50,0 %), Euro Cryospace (45,0 %) et Regulus (40,0 %).

Dassault Aviation est détenue par le Groupe Industriel Marcel Dassault (holding basée en France, appartenant à la famille Dassault) à hauteur de 64,3 %, Airbus (FR) 10,2 %, T. Rowe Price International Ltd. (E-U) 1,3 % et DNCA Finances SA (FR) 1,1 %. Les prises de participations sont françaises (GIE Rafale International à 60,0 %, Seibat à 54,0 % et Thales à 25,0 %) et indiennes (Dassault Reliance Aerospace à 49,0 %) (fig. 2 et fig. 3, pages 16 et 17).

Dans le domaine des missiles, MBDA est détenue par des actionnaires européens : Airbus (FR) pour 37,5 %, BAE Systems (R-U) pour 37,5 %, Leonardo (IT) 25,0 %.

Dans le domaine des équipements aéronautiques et militaires, Safran est détenue à hauteur de 11,2 % par l'État français, 5,7 % par ses salariés, 5,3 % par Capital Research & Management Co. (World Investors) (E.-U.) et 5,2 % par TCI Fund Management Ltd. (R-U). Safran détient des participations dans des sociétés françaises (ArianeGroup, CFM International, Lynred, Roxel), allemande (EuroProp International) et américaines (Initium Aerospace et Optics 1 Inc.).

Dans le domaine des équipements et systèmes de défense ainsi que dans le spatial, la société Thales est détenue à 26,1 % par l'État français, 25,2 % par Dassault Aviation SA, 3,0 % par ses salariés et 1,6 % par The Vanguard Group Inc. (E-U). La société détient de nombreuses participations en France (Thales Alenia Space, Athea, Lynred, TRS AMDC2, Naval Group), en Allemagne (Diehl Aerospace), en Italie (Elettronica, Telespazio) et au Royaume-Uni (UAV Tactical Systems).

Dans le domaine de l'armement terrestre, KMW+Nexter Defense Systems (KNDS) est détenue à parts égales par GIAT Industries (État français) et Wegmann & Co. GmbH, holding familiale (ex-KMW). L'entreprise détient des participations en France (CTA International, TNS-MARS), en Allemagne (Projekt System & Management, ARTEC) et en Estonie (Milrem Robotics).

Dans le domaine naval, l'entreprise Naval Group est détenue à 62,2 % par l'État français, 35,0 % par Thales, 1,8 % par FCPE Actionnariat Naval Group et 0,9 % en auto-contrôle. L'entreprise détient de nombreuses participations dans des entreprises françaises (SIREHNA, Kership, TechnicAtome, Defense Environnement Services, les chantiers de l'Atlantique), italienne (Naviris), brésilienne (Itaguaí Construções Navais), malaisienne (Boustead DCNS Naval Corporation).

Le contrôle des investissements étrangers en France

Depuis quelques années, la prise de participation dans certains secteurs stratégiques dont celui de la défense est de plus en plus contrôlée par les États.

Concernant la France, le contrôle des investissements étrangers en France (IEF) est assuré par la DG Trésor. Le secteur de la défense constitue le périmètre historique du contrôle IEF. L'article R. 151-3 du Code monétaire et financier prévoit la liste des activités soumises à autorisation préalable en particulier pour celles qui sont considérées comme « de nature à porter atteinte aux intérêts de la défense nationale » et les activités « de recherche, de production ou de commercialisation d'armes, de munitions, de poudres et substances explosives ». Pour ces activités, l'éligibilité est dite « par nature », c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire de démontrer leur caractère essentiel pour que les investissements les concernant relèvent de la procédure de contrôle des investissements.

Depuis 2020, un investissement étranger est qualifié par l'acte de franchir, directement ou indirectement, seul ou de concert, le seuil de 10 % de détention des droits de vote d'une société de droit français dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

Les investissements étrangers soumis au contrôle IEF peuvent se classer en trois catégories, selon la nature des activités de la cible française de l'investissement :

1. activités sensibles par nature (défense, sécurité, cryptologie, biens et technologies à double usage) ;
2. infrastructures, biens ou services essentiels (énergie, eau, transports, santé publique, sécurité alimentaire) ;
3. secteurs mixtes (deux secteurs précédents).

Le décret n° 2023-1293 du 28/12/2023 et l'arrêté du 28/12/2023 modifiant l'arrêté du 31/12/2019 relatif aux investissements étrangers en France (entrés en vigueur au 01/01/2024) ont élargi le champ des activités sensibles aux activités d'extraction, de transformation et de recyclage des matières premières critiques. Les succursales sont par ailleurs désormais concernées par la réglementation IEF, et non plus seulement les filiales.

MÉTHODOLOGIE

DÉFINITIONS ET MÉTHODES

- Groupe : ensemble composé d'une société mère et de filiales liées par des participations.
- Société mère : société non détenue à plus de 50 % par une autre société. C'est la « tête de groupe ».
- Filiale : entreprise détenue à plus de 50 % par une autre, dite « société mère ».
- Une participation désigne la détention en nom propre (directe) d'actions ou de parts sociales d'une autre société. Lorsque la part des droits de vote associés à ces actions dépasse 50 %, on parle de contrôle direct sur la participation.
- Holding : société ayant pour vocation de regrouper des participations dans diverses sociétés et dont la fonction est d'en assurer l'unité de direction.
- Coentreprise (en anglais *joint venture*) : forme de coopération entre groupes visant la génération de synergies pouvant être matérialisée selon diverses modalités notamment par des participations réciproques ou filiale commune.

CHAMP

Principaux maîtres d'œuvre industriels français de la défense (en chiffre d'affaires).

SOURCE

Orbis Database, Bureau van Dijk – A Moody's Analytics Company.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Direction générale de l'Armement, *Calepin des entreprises internationales de défense*, édition 2024.
- Direction générale du Trésor, *Rapport annuel d'activité 2022 de la direction générale du Trésor relatif au contrôle des investissements étrangers en France (IEF)*.
- Fiott D., Maulny J.-P., *What scope for EU-US Defence Industrial Cooperation in the 2020s*, Policy Paper n° 70, ARES GROUP, septembre 2021.
- Mattely S., Simon E., *Pour une stratégie industrielle européenne de défense*, Revue Défense Nationale, n° 832, été 2020.
- Coulomb F., *L'industrie mondiale d'armement entre compétition et coopération*, dans *Industries de la défense dans le monde*, Chapitre 3, Presses universitaires de Grenoble, Économie en +, 2017, p. 69-108.

ÉCONOMIE DE LA DÉFENSE

LIENS CAPITALISTIQUES DES PRINCIPAUX MAÎTRES D'ŒUVRE INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE EN FRANCE

Figure 1 : Principaux actionnaires des groupes français et européens en 2023 (en %)

GROUPE	ACTIONNAIRE 1	ACTIONNAIRE 2	ACTIONNAIRE 3	AUTRES ACTIONNAIRES
AIRBUS SE	GZBV (ÉTAT, ALLEMAGNE) : 10,9	SOGEPA (ÉTAT, FR) : 10,9	CAPITAL RESEARCH & MANAGEMENT CO. (WORLD INVESTORS) : 5,3	SEPI (ÉTAT, ESPAGNE) : 4,1 CAPITAL FLOTTANT : 68,8
ARIANEGROUP	AIRBUS SE : 50,0	SAFRAN : 50,00		
DASSAULT AVIATION	GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT (FR) : 64,3	AIRBUS SE (TRANSEUROPEEN*) : 10,2	T. ROWE PRICE INTERNATIONAL LTD. (É.-U.) : 1,3	DNCA FINANCES SA (FR) : 1,1 CAPITAL FLOTTANT : 23,1
MBDA	AIRBUS SE (FR) : 37,5	BAE SYSTEMS (R.-U.) : 37,5	LEONARDO (ITALIE) : 25,0	
SAFRAN	AGENCE DES PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT (FR) : 11,2	FCPE SAFRAN INVESTMENT (SALARIÉS) : 5,7	CAPITAL RESEARCH & MANAGEMENT CO. : 5,3	TCI FUND MANAGEMENT LTD. (R.-U.) : 5,2 CAPITAL FLOTTANT RESTANT : 72,5
THALES	ÉTAT (FR) : 26,1	DASSAULT AVIATION SA (FR) : 25,2	SALARIÉS THALÈS : 3,0	AUTOCONTRÔLE : 1,6 CAPITAL FLOTTANT RESTANT : 44,1
KNDS	GIAT INDUSTRIES (FR) : 50,00	WEGMANN & CO GMBH (ALLEMAGNE) : 50,00		
ARQUUS	VOLVO GROUP GOVERNMENT SALES (SUÈDE) : 100,00			
NAVAL GROUP	ÉTAT (FR) : 62,2	THALÈS (FR) : 35,0	FCPE ACTIONS NAVAL GROUP (SALARIÉS) : 1,8	AUTOCONTRÔLE : 0,9

*Transeuropéen car le contrôle capitalistique est partagé entre plusieurs pays européens.

Note de lecture : En 2023, Naval Group est détenu à 35 % par Thales.

Source : Calepin DGA, édition 2024.

Figure 2 – Principales filiales des groupes français de défense en 2023 (en %)

GROUPE	PRINCIPALES FILIALES FRANÇAISES	PRINCIPALES FILIALES DANS L'UE	PRINCIPALES FILIALES ÉTRANGÈRES
AIRBUS SE	AIRBUS COMMERCIAL AIRCRAFT : 100,0	AIRBUS DEFENSE AND SPACE (ALLEMAGNE) : 100,0	
	AIRBUS HELICOPTERS : 100,0	AIRBUS DEFENSE AND SPACE (ESPAGNE) : 100,0	
	NHINDUSTRIES : 62,5		
	AIRBUS ATLANTIC : 100,0		
DASSAULT AVIATION	RAFALE INTERNATIONAL : 60,0		DASSAULT FALCON JET (É.-U.) : 100,0
	SOGITEC INDUSTRIES : 100,0		DASSAULT AV. BUSINESS SERVICES (SUISSE) : 100,0
	SECBAT : 54,0		
MBDA	MATRA ÉLECTRONIQUE : 100,0	BAYERN-CHEMIE GMBH (ALLEMAGNE) : 100,0	MBDA INC (É.-U.) : 100,0
	GDI SIMULATION : 100,0	TDW GMBH (ALLEMAGNE) : 100,0	MBDA UK LIMITED (R.-U.) : 100,0
	EUROSAM : 66,7	TAURUS SYSTEMS GMBH (ALLEMAGNE) : 66,7	MBDA INTERNATIONAL LIMITED : 100,0
		MBDA FRANCE : 100,0	
		MBDA ESPANA SL : 100,0	
		MBDA DEUTSCHLAND GMBH : 100,0	
SAFRAN	SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE : 100,0	ROBONIC LTD OY (FINLANDE) : 100,0	SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE, AVIONICS (É.-U.) : 100,0
	SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE ACTUATION : 100,0	SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE GERMANY GMBH (ALLEMAGNE) : 100,0	SAFRAN VECTRONIX AG (SUISSE) : 100,0
	SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE COCKPIT SOLUTIONS : 100,0		
	SAFRAN REOSC : 100,0		
THALES	THALES ALENIA SPACE : 66,7	THALES DEFENSE & SECURITY SYSTEMS GMBH (ALLEMAGNE) : 100,0	THALES DEFENSE & SECURITY INC. (É.-U.) : 100,0
KNDS	NEXTER SYSTEMS : 100,0	KRAUSS-MAFFEI WEGMANN (ALLEMAGNE) : 100,0	NEXTER SYSTEMS INDIA PVT.LTD (INDE) : 100,0
NAVAL GROUP	NAVAL ENERGIES : 100,0	NAVAL GROUP BELGIUM : 100,0	NAVAL GROUP ARABIE SAOUDITE : 90,0
	SIREHNA : 100,0	NAVAL GROUP NEDERLAND B.V (PAYS-BAS) : 100,0	NAVAL GROUP BR SISTEMAS DE DEFESA LTDA (BRÉSIL) : 100,0
	MO PORTE-AVIONS : 65,0		NAVAL GROUP MALAYSIA SDN.BHD (MALAISIE) : 100,0
			NAVAL GROUP INDIA PRIVATE LIMITED : 100,0
			ALEXANDRIA NAVAL FOR MAINTENANCE AND INDUSTRY (ÉGYPTE) : 100,0
			NAVAL GROUP TECHNOLOGIES CANADA INC (CANADA) : 100,0
			NAVAL GROUP AUSTRALIA PTY LIMITED (AUSTRALIE) : 100,0
			DCNS ZAMIL (ARABIE SAOUDITE) : 55,0
		NAVAL GROUP FAR EAST PTE.LTD. (SINGAPOUR) : 100,0	

Note : Arquus ne possède pas de filiale.

Note de lecture : En 2023 Airbus Industries détient 62,5 % de sa filiale française NHIndustries.

Source : Orbis Database, Bureau van Dijk - A Moody's Analytics Company, Calepin des entreprises internationales de défense édition 2024, DGA.

ÉCONOMIE DE LA DÉFENSE

LIENS CAPITALISTIQUES DES PRINCIPAUX MAÎTRES D'ŒUVRE INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE EN FRANCE

Figure 3 – Principales participations et joint ventures de défense des grands groupes français de défense en 2023 (en %)

GROUPE	PRINCIPALES PARTICIPATIONS ET JOINT VENTURES FRANÇAISES	PRINCIPALES PARTICIPATIONS ET JOINT VENTURES DANS L'UE27	PRINCIPALES PARTICIPATIONS ET JOINT VENTURES ÉTRANGÈRES
AIRBUS SE	ARIANEGROUP : 50,0	EUROFIGHTER JAGDFLUGZEUG GMBH (ALLEMAGNE) : 46,0	AIRTANKER HOLDINGS (RUSSIE) : 46,0
	ATR : 50,0	MBDA (TRANSEUROPEEN*) : 37,5	
DASSAULT AVIATION	THALES : 25,0		DASSAULT RELIANCE AEROSPACE LTD (INDE) : 49,0
MBDA	ROXEL : 50,0	PARSYS GMBH (ALLEMAGNE) : 50,0	BAYNUNA MBDA MISSILES TECHNOLOGY - LCC (ÉMIRATS ARABES UNIS) : 49,0
	HMS LASER : 50,0	RAM-SYSTEM GFMBH (ALLEMAGNE) : 50,0	L&T MBDA MISSILE SYSTEMS (INDE) : 49,0
	PYROMETAL SYSTEMS : 25,0	MBDA BV : 50,0	KALRAY INC (É.-U.) : 100,0
	ODAS : 10,0	EUROMEADS AIR DEFENCE SYSTEMS BETEILIGUNGS GMBH (ALLEMAGNE) : 33,3	KALRAY JAPAN KK (JAPON) : 100,0
	DELFOX : 11,1	EUROMEADS AIR DEFENCE SYSTEMS GMBH (ALLEMAGNE) : 33,3	
		G.I.E EUROSAM (ITALIE) : 33,3	
SAFRAN		INMIZE SISTEMAS SL (ESPAGNE) : 40,0	
	ARIANEGROUP : 50,0	EUROPROP INTERNATIONAL GMBH (ALLEMAGNE) : 28,0	INITIUM AEROSPACE (É.-U.) : 50,0
	LYNRED : 50,0		OPTICS 1 INC. (É.-U.) : 50,0
	ROXEL : 50,0		
	AUBERT & DUVAL : 33,3		
THALES	HMS LASER : 50,0		
	ALTHEA : 50,0	DIEHL AEROSPACE GMBH (ALLEMAGNE) : 49,0	UAV TACTICAL SYSTEMS (R.-U.) : 49,0
	LYNRED : 50,0	ELETTRONICA S.P.A (ITALIE) : 33,3	
	TRS AMDC2 : 50,0	TELESPAZIO S.P.A (ITALIE) : 33,3	
KNDS	NAVAL GROUP : 35,0		
	CTA INTERNATIONAL : 50,0	PROJEKT SYSTEMS & MANAGEMENT GMBH (ALLEMAGNE) : 50,0	
	TNS MARS : 37,5	ARTEC GMBH (ALLEMAGNE) : 36,0	
ARQUUS		MILREM ROBOTICS (ESTONIE) : 24,9	
	SOFEMA : 4,0		
NAVAL GROUP	ODAS : 2,0		
	KERSHIP : 45,0	NAVIRIS (ITALIE) : 50,0	ITAGUAÍ CONSTRUÇÕES NAVAIS SA (BRÉSIL) : 41,0
	TECHNICATOME : 20,3		BOUSTEAD DCNS NAVAIS CORPORATION SDN BHD (MALAISIE) : 40,0
	DEFENSE ENVIRONNEMENT SERVICES : 49,0		
	LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE : 11,7		

*Transeuropéen car le contrôle capitalistique est partagé entre plusieurs pays européens.

Note de lecture : En 2023, Dassault Aviation détient 49,0 % de sa joint venture indienne Dassault Reliance Aerospace Ltd.

Source : Orbis Database, Bureau van Dijk - A Moody's Analytics Company, Calepin des entreprises internationales de défense édition 2024, DGA.